

**Lettre de motivation de Laurent d'Ursel
pour le poste d'administrateur de l'asbl de droit public Bruss'Help**

Bruxelles, le 17 juin 2022

1. Bruss'Help, résolument

Ma présente candidature pour siéger au CA de Bruss'Help est la résultante logique d'un investissement tenace, radical et résolu, depuis près de 12 ans, pour, aux côtés et avec les personnes sans chez-soi, avec ou sans papiers, d'ici ou d'ailleurs.

Pendant ces années de combats constructifs et disruptifs, j'ai permis la création et le développement important et continu de l'asbl DoucheFLUX, qui emploie aujourd'hui 25 personnes et près de 100 bénévoles, et qui compte, sans conteste, au sein du secteur bruxellois du sans-chez-soirisme. En même temps, la confrontation quotidienne de la réalité du terrain, dans ses dimensions (in)humaines mais aussi politiques et institutionnelles, a, lentement mais irrévocablement, chamboulé mes intuitions de départ.

Je crois toujours nécessaires et indispensables les services auxquels les personnes sans chez-soi peuvent avoir accès. Mais je ne pense plus qu'il faille en multiplier, autant que possible, la quantité et la diversité. Car elles pourraient être infinies, la vie des personnes sans chez-soi n'en resterait pas moins indigne et inhumaine. Il n'y a pas de vie digne et humaine sans un chez-soi.

Qui plus est, la Finlande démontre que, contrairement à une idée bien ancrée, le sans-chez-soirisme est, non pas une tragique fatalité, mais un choix de société, de surcroît très discutable : non seulement inacceptable bien sûr pour les personnes concernées mais très lourd pour les finances publiques.

Cerise sur le gâteau, le magnifique et très efficace accueil des réfugiés ukrainiens, c'est-à-dire de personnes en non-logement, démontre que les solutions de (re)logement existent dès que la volonté politique (et donc, in fine, populaire) est là.

Ne reste plus, alors, que la question de la prévention du sans-chez-soirisme, à savoir tout faire pour que personne ne se retrouve sans chez-soi. Et force est de constater que, là aussi, on se contente de faire le minimum. Pourquoi ? Parce que, tant que l'on croit que le sans-chez-soirisme est une fatalité, on s'offusque, mais accepte, qu'une personne se retrouve sans chez-soi.

Bref, il suffit de contester la pseudo-fatalité du sans-chez-soirisme, pour que tout change, à savoir pour que la prévention et le (re)logement deviennent la priorité des priorités.¹

Et tel n'est pas le cas aujourd'hui, loin s'en faut : ladite « urgence », c'est-à-dire la gestion du sans-chez-soirisme, reste, en dépit de réelles mais timides évolutions positives récentes, l'axe central de l'action des autorités et, dans la foulée, de Bruss'Help.

¹ La non-fatalité du sans-chez-soirisme ne se décrète pas, elle s'explique consciencieusement. Je ne peux ici que renvoyer à mon texte, [« Tenant et aboutissants du sans-chez-soirisme »](#), qui répond aux 42 objections que l'on peut y opposer a priori.

Pour dire les choses autrement : le logement, qu'il s'agisse de prévenir sa perte ou d'y réinstaller la personne qui l'aurait perdu, est – en forçant certes le trait pour les besoins de ma démonstration – dans l'angle mort de l'action de Bruss'Help en faveur de personnes en non-logement.

Bruss'Help n'en est pas responsable.

La lecture attentive de ses statuts et du texte qui a présidé à sa fondation, à savoir l'« Ordonnance relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans abri » de 2018, le démontre de manière flagrante : entre toutes les lignes suintent la conviction que le sans-chez-soirisme est une fatalité et qu'il faut tenter d'en réduire l'impact sur les personnes. Point barre.

2. Concrètement

A. Remettre le logement au centre de l'action en faveur des personnes en (futur) non-logement suppose, pour commencer, de mettre un·e représentant·e du Secrétariat d'État en charge du Logement autour de la table du CA de Bruss'Help, ce que ne prévoit pas, aussi incroyable que cela puisse paraître, les statuts de Bruss'Help.

Sans cela, les secteurs « sans-chez-soirisme » et « logement » resteront, absurdement, structurellement déconnectés. Et la Région de Bruxelles-Capitale continuera de considérer qu'être en non-logement n'est pas d'abord, voire uniquement, un problème de logement, mais est un problème « social-santé ».

Bonne nouvelle, grâce à l'action endurente du Syndicat des immenses (dont je suis le secrétaire depuis son lancement), qui manifeste tous les mardis depuis le 1^{er} février 2022 devant les bureaux de Bruss'Help, l'AG de Bruss'Help du 21 juin devrait combler cette lacune.

Et la présence future de ce·tte représentant·e du Secrétariat d'État en charge du Logement au CA de Bruss'Help devrait bien sûr contribuer à infléchir la politique de Bruss'Help.

B. Remettre le logement au centre de l'action en faveur des personnes en (futur) non-logement suppose, ensuite, de jeter les bases d'une collaboration systématique et structurelle du secteur « sans-chez-soirisme » avec tous les secteurs en amont de la perte de logement, comme la santé mentale, le surendettement, la prison, les assuétudes, les violences ou ruptures intrafamiliales, l'aide à la jeunesse, le chômage, les faillites.

Des associations de terrain ont fait des avancées récentes dans le domaine, mais Bruss'Help devrait en être et prendre l'initiative. Et une concertation à ce sujet avec les CPAS s'impose, pour des interactions plus harmonieuses et convergentes.

C. Concernant le programme Housing First, remettre le logement au centre de l'action en faveur des personnes en (futur) non-logement suppose d'en finir avec l'exception belge qui consiste à ne pas doter l'association agréée de logements prêts et libres. Pire, on peut refuser l'agrément à une association dépourvue de son propre parc immobilier. La fameuse Ordonnance limite d'ailleurs explicitement le programme Housing First aux places disponibles. Comme si l'existence de logements à loyer abordable (criminellement insuffisants en Région de Bruxelles-Capitale) ne répondait qu'à la loi de l'offre et de la demande et ne résultait pas d'une politique publique, ou d'une non-politique publique, en la matière, depuis des décennies.

Par ailleurs, vu l'efficacité remarquable du programme Housing First, pourtant réservé aux cas les plus difficiles (dits « doubles diagnostics »), il sera tout aussi efficace (et moins onéreux, car nécessitant moins d'accompagnement) pour les cas moins difficiles. En d'autres mots, remettre le logement au centre de l'action en faveur des personnes en (futur) non-logement suppose de passer du Housing First classique au Housing First For All.²

D. Remettre le logement au centre de l'action en faveur des personnes en (futur) non-logement suppose, enfin, de mettre en place un système de hot-line, anonyme et non lié aux CPAS (car trop stigmatisants), destiné aux personnes sur le point de perdre leur logement. L'expérience du « numéro vert » lancé à la faveur de la crise sanitaire est certainement instructive. Bruss'Help pourrait le mettre en place efficacement au niveau de la Région bruxelloise. Cela nécessite, bien sûr, derrière, une solide équipe et des leviers pour accéder à des hébergements temporaires, que ce soit dans le public ou le privé.

À cet égard, le modèle des hébergements temporaires chez des particuliers développé par la Plateforme citoyenne depuis la « crise migratoire » de 2015, et repris tel quel par l'État fédéral lors de la récente crise ukrainienne, pourrait aisément s'étendre aux personnes non-refugiées, en tout cas pour celles qui sont sur le point de perdre leur logement ou qui viennent de le perdre.

Le modèle est moins facilement applicable pour les personnes sans logement depuis (très) longtemps, et par là, possiblement « désocialisées ».³

3. Pour, aux côtés et avec les personnes sans chez-soi

Le détonateur du lancement de DoucheFLUX est un livre au titre limpide, *Revendications des (pré-)SDF bruxellois*, publié début 2011. Et pendant 5 ans, à savoir avant l'ouverture du bâtiment DoucheFLUX à Anderlecht en 2017, l'action de l'asbl s'est limitée à écouter et permettre de faire entendre la voix de ceux que l'on n'appelait pas encore les immenses⁴, via le *DoucheFLUX Magazine*, l'émission de radio « La Voix de la rue » sur Radio Panik, des interventions diverses dans l'espace public, des films-débats dans diverses associations, des rencontres entre élèves et immenses dans des écoles et les premiers Think Tank Poverty.

En clair, le travail pour, aux côtés et avec les immenses est dans l'ADN de DoucheFLUX, la combativité est une des 5 valeurs de l'asbl, et le plaidoyer, potentiellement militant, est le fil conducteur de l'association depuis le départ.

² Un article édifiant du [New York Times](#) du 14 juin 2022 fait état de 25.000 personnes relogées à Houston, qui veut être la première ville américaine sans personnes sans chez-soi. Et si Bruxelles volait la vedette à Helsinki ?

³ La remarque pointe une ineptie politique et financière, et bien sûr humaine, plus générale, au sujet du sans-chez-soirisme, qui consiste, globalement, à intervenir plus massivement après que la situation s'est totalement « dégradée », et non avant.

⁴ *immense* est l'acronyme de Individu dans une Merde Matérielle Énorme mais Non Sans Exigences. C'est la nouvelle dénomination, ni stigmatisante ni réductrice, desdits sans-abri, sans-domicile, sans-papiers, SDF, précaires, mal-logés ou habitants de la rue. Et un-e non-immense est un-e *escapé-e*, acronyme de Enclos-e dans le Système mais Capable Aisément et Périodiquement de s'en Échapper. Et un-e *immenscapé-e* est une personne immense dans telles dimensions de son existence et escapé-e dans telles autres dimensions.

Bien nommer les personnes et les situations est un des combats du Syndicat des immenses, qui a forgé, par exemple, le mot « sans-chez-soirisme » pour remplacer l'inexact « sans-abrisme ». Toutes les personnes concernées ont en effet en commun d'être sans chez-soi, non d'être sans abri.

Le soutien massif de DoucheFLUX au Syndicat des immenses, né dans ses locaux en mars 2019, n'a donc rien de surprenant. Et j'en assure le secrétariat depuis le départ, à raison de 50 réunions hebdomadaires de 3h par an.

Découvrir les [plus de 80 mots inventés](#) par le Syndicat des immenses pour dire l'immensité et lire ses [38 premières revendications](#), cela vaut mieux que beaucoup de longs discours, et cela permet de s'approcher au plus près de la réalité de la survie sans chez-soi du point de vue des personnes concernées.

Pour des raisons évidentes, on ne peut plus, aujourd'hui, faire paternalistement l'impasse sur ce point de vue, et mon éventuelle présence au CA de Bruss'Help serait la garantie qu'il en sera tenu compte.

4. Bruss'Help, pas rancunière

Je suis aussi très investi, sans discontinuer, dans Droit à un toit/Recht op een dak, depuis le départ en juillet 2017 à la faveur d'un Think Tank Poverty organisé par DoucheFLUX autour de la « crise du Samusocial ».

Ce mouvement citoyen, qui se présente souvent comme le « bras militant du secteur du sans-chez-soirisme », a permis, entre autres et surtout, la salubre déconnexion entre les futurs New Samusocial et Bruss'Help (qui ne devait faire qu'un dans une première version de l'Ordonnance susmentionnée), et il s'attache aujourd'hui principalement à promouvoir l'idée de la fin, possible, nécessaire et voire rentable, du sans-chez-soirisme.

Parmi les nombreuses actions de Droit à un toit/Recht op een dak, celle de [novembre 2019](#) n'a pas été du goût de Bruss'Help : Droit à un toit/Recht op een dak a exigé (en vain) de Bruss'Help que celle-ci cautionne officiellement que « *la (possible) fin du sans-chez-soirisme suppose de privilégier moins l'urgence que la prévention et le relogement* », sans quoi le nom de domaine brusshelp.be, acheté 6 mois auparavant, ne serait pas rétrocédé à Bruss'Help.

Finalement et de guerre lasse, nous l'avons rétrocédé, sans avoir obtenu la caution, symbolisée par le paiement de 1 €.

Ma candidature au poste d'administrateur de Bruss'Help veut, par une voie plus consensuelle et plus efficace, contribuer à privilégier moins l'urgence que la prévention et le relogement.

5. Conclusion

L'Union européenne s'est fixé l'horizon ambitieux de 2030 pour mettre fin au sans-chez-soirisme en Europe, alors que tous les chiffres (sauf en Finlande) attestent une recrudescence du phénomène.

On n'y atteindra pas sans un changement de paradigme, qui mette, au centre, le logement et la collaboration avec les (futurs) immenses.

Pour insuffler ce changement, je mets à la disposition du CA de Bruss'Help mon enthousiasme, mon dynamisme, mon énergie, ma positivité et mes contacts.